

# CGT

# SNAT

## LES AGENTS DE VILLENEUVE D'ASCQ EN COLERE

Après avoir pris connaissance du projet de la Direction de déménager leur trésorerie aux confins de la ville, les agents de Villeneuve D'Ascq ont réagi collectivement :

- **En signant une pétition dénonçant ce choix**
  - **En faisant signer une pétition aux usagers leur annonçant ce déménagement**
  - **En invitant la presse**
- 
- *Tous les agents du poste ont signé la pétition*
  - *Plusieurs centaines d'usagers ont fait de même en 48h démontrant par là l'intérêt porté à la situation géographique de cette trésorerie et démentant par leur nombre les dires sur la baisse de la fréquentation*
  - *Le journal la voix du Nord a publié dans son édition de mercredi un article sur ce sujet (ci-après).*

Les syndicats CGT et SNAT s'associent à cette démarche légitime et prendront tous les contacts nécessaires pour faire obstacle à cette réinstallation et rechercher d'autres pistes.

Prisonnière de sa propre feuille de route, notre direction impose une fermeture précipitée de Mons, Chérens, dès le 1er janvier et corrélativement une réinstallation tout aussi précipitée de Villeneuve d'Ascq.

En prenant une sérieuse option sur un projet dont le site ne convient ni aux usagers, ni aux agents du Trésor, ni aux agents communaux concernés, notre Direction fait une fois de plus la démonstration de son incapacité à mener une vraie politique *concertée* de restructuration. Confondant vitesse et précipitation, elle prend ainsi le double risque de ternir la bonne image de notre réseau aux yeux des administrés et de démobiliser des agents qui, en ces temps d'incertitudes n'en ont vraiment pas besoin.

*Il est bien prouvé qu'une politique à la hussarde ne s'avère jamais au final constructive et les dégâts qu'elle occasionne, pas toujours perceptibles dans le court terme, vont trop souvent à l'encontre du but recherché.*

**Dans ces conditions les syndicats CGT et SNAT demandent solennellement au Trésorier Payeur Général de revoir ce projet de réimplantation qui encore une fois ne satisfait aucun des acteurs. Une réponse positive apaiserait les esprits et donnerait peut être enfin un sens au dialogue social dans notre département**

**18** | VILLENEUVE D'ASCQ | **MONS-EN-BARŒUL**

**VILLENEUVE-D'ASCQ**

## **Le projet de réorganisation fiscale suscite des interrogations**

**Des élus syndicaux du personnel de la trésorerie principale de Villeneuve-d'Ascq font actuellement signer une pétition aux usagers pour qu'ils confirment leur souhait de voir les services rester au centre ville.**

Plusieurs salariés, dans le cadre de leur délégation syndicale, se sont relayés hier de 8 h 30 à 16 heures dans le hall de la trésorerie, place Allende, pour informer le public et l'inviter à manifester son attachement à la présence de l'établissement au centre de Villeneuve-d'Ascq.

Certains membres du personnel s'inquiètent ainsi parce que deux perceptions des environs - Mons-en-Barœul et Chérengh-

doivent fermer le 1<sup>er</sup> janvier dans le cadre d'une réorganisation générale décidée par le gouvernement pour des motifs de rationalisation des services et d'économies d'échelle.

En conséquence, les agents qui travaillent sur ces sites devraient rejoindre la trésorerie principale de Villeneuve-d'Ascq, ce qui poserait certainement un problème de locaux. D'où les interrogations des syndicats qui craignent un déménagement dans un quartier excentré de la ville qui serait préjudiciable « à l'accueil du public ».

**« Rien n'est décidé »**

« Nous sommes un service public et nous devons nous mettre à la disposition des usagers, surtout les plus modestes, explique un

agent. *Selon le pointage effectué depuis ce matin, une majorité des personnes accueillies habitent le quartier ou sont venues en métro...* »

Autre argument invoqué par un membre du personnel : la proximité de l'hôtel de ville, juste en face, qui permet aux agents municipaux affectés aux services budgétaires de contacter facilement leurs interlocuteurs de la trésorerie, et réciproquement.

À la trésorerie générale de Lille, on estime que ces craintes ne sont pas pour l'instant fondées : « rien n'est décidé et tout sera fait dans l'intérêt des usagers. C'est dans cet esprit qu'on cherche justement à regrouper les différents services dispersés (recouvrement, calcul de l'assiette) dans des "hôtels des impôts". De toute façon, il s'agit d'une réorganisation à la marge ». ■ **J.-M. G**

VOIX DU NORD du 15/11/2006